

1940-1997 : LUTTES DES CLASSES ET CONFLITS INTER-IMPÉRIALISTES EN EUROPE

On ne peut comprendre ce qui est aujourd'hui en jeu dans le débat sur le traité constitutionnel sans revenir sur les origines de l'Union européenne, sur les conditions dans lesquelles elle s'est développée, et sans répondre aux questions fondamentales qui sous-tendent tout le débat : l'unification de l'Europe est-elle un progrès historique et, si oui, cette unification est-elle réalisable dans le cadre du capitalisme et à partir des États bourgeois actuels ?

Autrement dit : les différents capitalismes nationaux, les bourgeoisies nationales qui se sont constitués au XIX^{ème} siècle dans le cadre d'États nationaux, qui souvent ont constitué ces États nationaux, peuvent-ils surmonter ce cadre qui est devenu aujourd'hui un carcan ?

I. UNE SITUATION IMPRÉVUE

L'Europe en 1940.

"La tâche de l'unification économique de l'Europe est en soi progressiste. Toutefois, tout le problème est de savoir qui unifie, comment et pourquoi".

expliquait Trotsky dans une interview du 14 février 1940. La situation était alors celle d'un affrontement ouvert entre les différents impérialismes européens, chacun d'eux mettant en avant son programme de "paix" pour l'après-guerre. De ces programmes, Trotsky expliquait qu'ils "sont non seulement réactionnaires, mais également fantastiques, c'est à dire irréalisables" :

- d'un côté une "pax germanica", la paix de l'impérialisme "le plus agressif et le plus dynamique" visant à l'unification de l'Europe (et de ses colonies) sous la botte du national-socialisme,
- de l'autre, le rétablissement de l'ordre ancien :

« Fondamentalement, l'Angleterre propose en cas de victoire, une nouvelle édition de la Société des Nations, avec tous ses anciens antagonismes, mais sans ses anciennes illusions. Avec la France, c'est encore plus grave. Son poids économique spécifique est à l'évidence en contradiction avec sa position dans le monde et avec l'extension de son empire colonial. La France cherche la solution de ces contradictions dans un démembrement de l'Allemagne. Comme s'il était possible de ramener l'horloge de l'histoire à l'époque précédant 1870 ! L'unification de la nation allemande fut l'inséparable résultat de son développement capitaliste. Pour démembrer l'Allemagne actuelle, il serait nécessaire de briser l'épine dorsale de la technique allemande, de détruire les usines germaniques

et d'exterminer une bonne partie de la population. C'est plus facile à dire qu'à faire ».

Ces deux programmes sont ainsi résumés par Trotsky :

"d'une part, la balkanisation de l'Allemagne et par là de l'Europe; de l'autre, la transformation de l'Europe, puis du monde entier en une caserne totalitaire".

Ces programmes sont voués à l'échec « aucun des gouvernements actuels ne survivra à cette guerre (...) le seul programme que les classes dirigeantes maintiendront est sauver leur propre peau », et Trotsky leur oppose le programme de la révolution socialiste :

"l'unification économique est pour l'Europe une question de vie ou de mort. L'accomplissement de cette tâche appartient toutefois non aux gouvernements actuels mais aux masses populaires conduites par le prolétariat".

Sous la menace d'une vague révolutionnaire.

De fait, à la fin de la guerre, une vague révolutionnaire menaçait d'emporter en Europe le régime capitaliste économiquement effondré et les différents États bourgeois plus ou moins démantelés. (Cette vague révolutionnaire devait en outre s'étendre à tous les pays coloniaux ou semi-coloniaux, en Chine en particulier).

A cause des sévères défaites antérieures subies par le prolétariat, de la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin (et de la Social-démocratie), de l'absence de partis révolutionnaires à même d'ouvrir une issue aux masses, cette vague révolutionnaire ne put balayer le régime capitaliste en Europe. Néanmoins les impérialismes victorieux, essentiellement l'impérialisme américain mais aussi l'impérialisme anglais (et, dans les fourgons de l'U.S. Army, l'impérialisme français), ne

purent appliquer leur plan de "paix" initial du fait de cette menace révolutionnaire.

Il en résulta un dispositif politique bâtard et imprévu à plus d'un titre, fruit d'un compromis entre les impérialismes et la bureaucratie du Kremlin, la base de ce compromis étant la nécessité de contenir et de faire refluer la vague révolutionnaire. "*Sauver leur peau*" fut bien le seul programme des classes dirigeantes et de leur alliée, la bureaucratie du Kremlin.

Une Europe divisée.

- L'Allemagne ne fut ni balkanisée, ni transformée en champ de pommes de terre. Mais elle fut sévèrement amputée dans sa partie orientale ; en outre la partie Est fut placée sous domination de la bureaucratie du Kremlin tandis que l'autre partie était occupée militairement par les impérialismes victorieux.

- Prolongeant cette division de l'Allemagne, l'Europe dans son ensemble fut divisée en son milieu : la bureaucratie stalinienne fit main basse sur l'Est de l'Europe tandis qu'à l'Ouest prédominait l'impérialisme US.

- Pour maintenir l'ordre bourgeois menacé, l'impérialisme français obtenait d'être remis en selle, y compris avec tout son vieil empire colonial. Par contre,

sous la pression de l'impérialisme américain, il dut renoncer à l'exigence du démantèlement de l'Allemagne.

En effet, à peine les États bourgeois, à l'Ouest étaient-ils réstabilisés, relativement, que l'impérialisme américain engageait la "guerre froide" contre l'URSS, la course aux armements. Il posait les jalons d'une intervention armée contre l'URSS, la Chine, l'ensemble des pays d'où le capitalisme avait été exproprié...

C'est dans ce cadre politique que l'économie capitaliste fut reconstruite en Europe de l'Ouest. Le plan Marshall fut le moyen par lequel l'impérialisme américain impulsa la reconstruction de cette économie capitaliste tout en imposant aux différentes bourgeoisies européennes une discipline et une coordination économique et financière correspondant à ses intérêts. Le plan Marshall allait de pair avec le pacte et l'Alliance Atlantique.

Engagés dans la "guerre froide", les USA devaient aider à la reconstruction économique y compris dans la zone ouest de l'Allemagne ; les zones d'occupation américaine, anglaise et française furent fusionnées tandis qu'était formée la République fédérale allemande (R.F.A.).

La Communauté économique européenne qui va se constituer à partir de 1958 est totalement enracinée dans cette situation héritée de la deuxième guerre mondiale.

1945 - 1957 : QUELQUES POINTS DE REPÈRE.

La signature, en 1957, du Traité de Rome, fut précédée de toute une série d'accords répondant aux développements de la situation politique, européenne et mondiale.

- En septembre 1944 est constitué le Bénélux, zone de libre échange économique, qui devient réalité en 1948. Il reprend les traits d'une ancienne union douanière, avec l'objectif d'éviter l'asphyxie économique des vieux impérialismes belge et hollandais qui étouffent dans le carcan de frontières trop étroites.

- En septembre 1946, à Zürich, Churchill déclare : "*il nous faut créer un genre d'États-Unis d'Europe*". En fait, il s'agit d'une alliance politique et économique d'États distincts (à la différence des États-Unis), autour de l'axe franco-allemand.

- L'exposé de la doctrine Truman, en 1947, et l'annonce de la politique de "containment" sont aussitôt suivis par la mise en place du plan Marshall. Les crédits sont assortis d'un contrôle quant à leur utilisation. L'aide économique et l'aide militaire sont, selon la doctrine Truman, indissociables.

- En 1948, est créée l'Organisation Européenne de Coopération Économique(OECE) entre les 16 États de l'Europe de l'Ouest qui acceptent le plan Marshall. Ces 16 États sont ainsi subordonnés aux États-Unis.

- En 1949, suite à la défaite de Staline (lequel est contraint de mettre fin au blocus de Berlin). Truman crée

l'OTAN, alliance militaire entre les USA, le Canada et dix pays d'Europe. La RFA rejoindra l'OTAN en 1954. La même année voit la constitution du Conseil de l'Europe, instance de collaboration politique entre dix États qui conservent la totalité de leur souveraineté.

- En 1951 est créée la Communauté Européenne du charbon et de l'acier (CECA). Dans le contexte de la « guerre froide », il s'agit d'intégrer l'Allemagne de l'Ouest, de relever son économie tout en la contrôlant. Outre la France et l'Allemagne, en font partie l'Italie et les trois États du Bénélux. Les socialistes de la SFIO, sous l'impulsion de Léon Blum et d'André Philip, approuvent la constitution du Conseil de l'Europe puis de la CECA.

- Mais en 1952, la signature à Paris du traité créant la Communauté Européenne de Défense (CED) suscite la polémique. Dès 1950, les États-Unis engagés dans la guerre de Corée avaient poussé au réarmement de l'Allemagne de l'Ouest, provoquant cris et colère de la bourgeoisie française. Un compromis avait alors été trouvé : le plan Pleven proposait une sorte d'armée intégrée, les différents contingents étant plus ou moins associés. Là encore, il s'agissait de contrôler l'Allemagne, de lui interdire d'avoir une armée autonome. La chimère ne vécut pas : bien que le traité fût signé en 1952 par les six États déjà membres de la CECA, le Parlement français en refusa la ratification le

30 août 1954, la SFIO s'étant coupée en deux sur cette question.

En conséquence, les USA imposèrent la reconstitution de l'armée allemande et l'entrée de la RFA dans l'OTAN (accords de Londres et de Paris en 1954).

- En 1956, à l'occasion de l'expédition militaire franco-anglaise à Suez s'exprime ouvertement la rivalité entre les impérialismes français et anglais et l'impérialisme américain, ainsi que les rapports de force respectifs : l'impérialisme américain impose un demi-tour immédiat à ses "alliés" qui avaient pris l'initiative de cette opération militaire sans son accord préalable.

II. LE TRAITÉ DE ROME ET L' « EUROPE DES SIX » (1957-1973).

Signé en 1957, ce traité a été négocié dans le cadre ci-dessus rappelé. Loin d'être un facteur d'unification de l'Europe, la Communauté Économique Européenne (CEE) consacre la division de l'Allemagne et de l'Europe et réaffirme le rôle des États ; en même temps, il exprime à quel point les forces productives étouffent dans les limites étroites des frontières nationales ; ce traité vise donc à établir un marché commun fondé sur une libre circulation des marchandises et des capitaux.

- Les articles 1 et 2 en particulier fixent les objectifs :

"permettre la libre circulation des produits (...), la libre circulation des facteurs de production : libre établissement des salaires et des entreprises et libres prestations des services (...), libre circulation des capitaux..."

- d'un autre côté, chaque phrase réaffirme la place des États dont on recherche *"l'harmonisation des législations"* (art.4) et la *"coordination des politiques économiques et monétaires"*.

Ce traité fut signé par l'Allemagne, la France, l'Italie et les trois États du Bénélux. Il rencontra l'hostilité de l'impérialisme anglais tandis que l'impérialisme américain y voyait plutôt la mise en place d'un vaste marché pour ses marchandises et ses capitaux. Pour la

bourgeoisie française, ce traité est encore un moyen pour tenter de lier l'impérialisme allemand renaissant de ses cendres, se reconstruisant rapidement sur le plan économique, mais entravé par les séquelles de la guerre ; celles-ci réduisaient la capacité d'action politique de la RFA sur le plan international, et l'impérialisme français espérait pouvoir ainsi le contrôler par la CEE, et faire figure lui-même d'interlocuteur privilégié pour le gouvernement américain et le Kremlin.

Quant aux "institutions" assez complexes mises en place, elles ne sont que les outils nécessaires pour faire fonctionner ce marché commun, en aucun cas des organes, même embryonnaires, d'un "pouvoir européen": l'Assemblée de Strasbourg n'a pas de pouvoir et la Commission (de Bruxelles) est composée de hauts fonctionnaires nommés par les différents gouvernements. Reste le "Conseil des ministres", qui est composé des représentants de ces gouvernements. La CEE ne dispose pas de ressources propres, mais est alimentée par ces mêmes gouvernements. Les États bourgeois nationaux sont la réalité politique fondamentale, déterminante, au moment de la signature du traité de Rome tout comme durant des quarante années qui suivent.

1958-1973.

Non sans crises, la CEE s'est considérablement développée de sa constitution en 1958 à 1973-75, date où est apparue la crise récurrente de l'économie capitaliste.

- En janvier 1962, la politique agricole commune (PAC) entre en vigueur,
- La Commission des Communautés européennes est créée en juillet 1967,
- Le 1^{er} juillet 1968, l'Union douanière et le tarif extérieur commun deviennent réalité, plus vite que prévu.

La mise en place de la CEE est largement facilitée par la croissance économique des Trente Glorieuses. Entraînant le développement des échanges (les échanges intra-communautaires quadruplent en valeur entre 1958 et 1962), le marché commun devient à son tour un facteur de développement économique durant cette période.

La CEE est devenue à la fois un lieu de collaboration et un lieu de conflits entre les pays capitalistes européens. C'est un champ d'investissement à la dimension américaine et un espace économique devenu indispensable pour tous les pays capitalistes européens. Les barrières douanières communes sont désormais une limite à la pénétration des marchandises des pays non membres de la CEE.

La candidature du Royaume-Uni.

Aussi, dès 1961, le Royaume-Uni modifie-t-il son attitude et demande à entrer dans la CEE alors qu'il avait privilégié auparavant ses liens avec le Commonwealth et les États-Unis ; il avait aussi constitué une alliance concurrente, l'AELE. Le gouvernement français s'y oppose. De Gaulle craint que l'Angleterre se fasse l'avocat des intérêts économiques et politiques des États Unis (*"le cheval de Troie des Américains"*) et, à deux reprises (1963 et 1967) il met son "veto" à la demande d'adhésion du Royaume-Uni. De même de Gaulle

réaffirme totalement la souveraineté absolue des États en refusant, sept mois durant (juillet 1965-janvier 1966), que le représentant français siège jusqu'à ce que les autres États acceptent l'essentiel de ses conditions : le "compromis" de Luxembourg de janvier 1966 aboutit à admettre que le vote à l'unanimité sera la règle pour la prise de décision au sein du Conseil des ministres. C'est rejeter on ne peut plus clairement toute évolution vers une quelconque intégration des États.

En 1969, sous la pression des autres impérialismes, le veto français est levé. Un compromis est trouvé en 1971 et, en janvier 1973, "l'Europe des six" s'élargit à neuf membres avec l'entrée de la Grande Bretagne, de l'Irlande et du Danemark.

Pompidou décide d'un référendum.

En France, l'adhésion de ces nouveaux membres doit être ratifiée par référendum. Telle est la décision annoncée le 16 mars 1972 par Georges Pompidou, alors président de la République. Par cette procédure typique d'une Vème République bonapartiste, Pompidou veut faire entériner – trois ans après la démission du général De Gaulle – un infléchissement dans la politique de la France. Mais le recours au référendum vise également à opposer le Parti socialiste – plutôt « européen » - au Parti communiste français alors hostile à la CEE, et ceci trois mois avant la signature du Programme commun de gouvernement entre le PS, le PCF et le Parti radical de gauche. La manœuvre était grossière. Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste, décida donc d'appeler à l'abstention...et fut suivi par 46% des électeurs. Ainsi gagna-t-il sur tous les tableaux: sa position apparaissait majoritaire, l'adhésion de la Grande-Bretagne était néanmoins ratifiée (par près de 68% des suffrages exprimés) et le PCF pouvait revendiquer 32% des voix (mais moins de 18% des inscrits...).

Mais fondamentalement, la position de Mitterrand était celle d'un entier soutien à la CEE. Ainsi, en décembre 1973 à la convention socialiste de Bagnolet, Mitterrand mit-il en jeu son mandat de premier secrétaire du PS pour imposer un texte favorable à la construction européenne.

Signification du ralliement anglais.

Quelles que soient les "réserves" et les réticences que ne cesse de formuler l'impérialisme anglais, cette décision signifie que la bourgeoisie anglaise prend en compte, pour la défense de ses intérêts, l'évolution des rapports de force entre "Europe" et Amérique et la relative montée en puissance des impérialismes européens. Au delà, ce ralliement de la Grande Bretagne à la CEE est l'expression d'une contradiction majeure du système capitaliste en Europe, dont le développement historique s'est fait dans le cadre de multiples États et bourgeoisies qui ne cessent de s'affronter mais dont le développement intègre l'ensemble de l'Europe en une totalité organique dont les parties sont à la longue inviables les unes sans

les autres. Chacune des parties constituantes du capital en Europe dépend d'une autre et se dresse antagoniquement contre elle. (Sans doute les mêmes contradictions se manifestent-elles à l'échelle mondiale, mais c'est en Europe que ce processus contradictoire accumule le plus de force explosive).

Ce ralliement de la Grande Bretagne à la CEE se fait au détriment des États-Unis qui n'apprécient ni cette perte de marché ni ce renforcement d'un marché commun devenu de plus en plus concurrent. Les rapports économiques entre USA et pays de la CEE se tendent, en particulier au sujet des exportations de soja vers l'Europe. Le nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales au sein du GATT qui s'ouvrent à Tokyo en 1973 voit s'exprimer ouvertement les désaccords américano-européens : les États Unis dénoncent le protectionnisme de la CEE et refusent de prendre en compte les intérêts monétaires des bourgeoisies européennes.

États-Unis et Europe.

Mais les États Unis ne sont plus hégémoniques, même s'ils restent la puissance dominante. Depuis la II^{ème} guerre mondiale, le rôle mondial de l'impérialisme américain a été essentiel, vital, pour tout le système impérialiste, économiquement et financièrement, politiquement et militairement. À la fin de la guerre, ses ressources paraissaient sans limites. Il a assuré le leadership du système capitaliste amputé et a impulsé sa reconstruction. Il a donné aux différentes bourgeoisies les moyens de leur survie et de leur remise sur pieds face au prolétariat. Dans ce cadre qu'il a fixé et en imposant une certaine discipline, il a contribué de manière décisive à la reconstruction des vieilles puissances impérialistes d'Europe (et du Japon).

Mais il était hors de ses possibilités de redonner une nouvelle jeunesse aux vieilles puissances impérialistes et au système dans un ensemble. Il ne pouvait faire en sorte que les vieilles puissances impérialistes d'Europe dépassent leurs limites et surmontent les contradictions résultant du développement historique qu'impliquent leurs cadres nationaux trop étroits. Pire encore, en prenant en charge la reconstruction du système capitaliste après la Seconde guerre mondiale, en assurant le leadership, il intégrait dans ses propres fondements toutes les contradictions du système capitaliste ; il se gangrenait. Dans la nouvelle période de la révolution qui s'ouvrait en 1968 (où crises de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires étaient indissolublement liées), l'impérialisme américain entraînait en décadence.

Les impérialismes européens n'ont pas échappé à cette crise : la CEE sera également frappée de plein fouet par la fin des Trente Glorieuses. Mais dans leurs rapports avec les États-Unis, les puissances européennes en tirent un avantage relatif.

La faillite du système de Bretton Woods.

L'affaiblissement relatif de l'impérialisme américain éclate au grand jour en 1971.

Le 15 août 1971, Nixon décrète la non convertibilité du dollar en or. C'est l'effondrement du système monétaire international de Bretton Woods, qui était déjà en piteux état. Ce système fondé en 1944 donnait le rôle central au dollar, cette monnaie étant convertible en or (toute banque centrale possédant des réserves de dollars pouvait les échanger contre de l'or à la parité de 35 dollars pour une once d'or). Cette décision de Nixon traduit l'incapacité de l'impérialisme US à porter plus longtemps sur son dos l'ensemble des contradictions du système capitaliste mondial et marque un tournant dans

les rapports entre l'impérialisme américain et les autres impérialismes.

En Europe, pour pallier à cet effondrement, est constitué en avril 1972 par les pays signataires de l'accord de Rome (sauf l'Italie mais avec le Danemark) un Serpent monétaire européen (SME) dont l'objectif est de maintenir la parité des monnaies (avec un écart de plus ou moins 2,25% autour d'un cours pivot), la dislocation du système monétaire international constituant une entrave à l'activité économique et financière internationales. Ce serpent ne survivra guère et sera remplacé, en 1979, par un autre SME : le Système Monétaire Européen. Entre temps, l'accord de la Jamaïque de janvier 1976 décidait la "démonétisation" de l'or, c'est à dire l'abandon officiel du système de Bretton Woods.

III. DE LA FIN DES TRENTE GLORIEUSES À LA CHUTE DU MUR DE BERLIN (1973-1989)

Cette seconde partie de l'histoire de la CEE est une période contradictoire, d'élargissement et de crises:

- élargissement en nombre : la Grèce en janvier 1981, puis l'Espagne et le Portugal (janvier 1986) intègrent la CEE.
- renforcement des "outils institutionnels" : le premier Conseil des Chefs d'État et de Gouvernement des pays membres se tient à Dublin en juin 1975. En juin 1979, sont élus pour la première fois au suffrage universel, les 410 membres de l'Assemblée européenne, qui n'a de parlement que le nom.
- renforcement du dispositif monétaire : le 13 mars 1979 entre en vigueur le nouveau SME, tandis que l'ECU devient l'unité de compte européenne comme panier de devises (dans le précédent SME, c'était encore le dollar qui servait de référence). Dans leurs rapports avec l'impérialisme américain, les bourgeoisies européennes peuvent mettre à profit les difficultés de celui-là, en particulier la défaite politique américaine au Vietnam (les accords de Paris de janvier 1973 n'ont pas tenu et au début 1975 s'effondrent l'État et le gouvernement fantoche mis en place au Sud-Vietnam par les USA).

L'Ostpolitik de Willy Brandt.

Tandis qu'en février 1973, le dollar subit une nouvelle dévaluation, la bourgeoisie allemande met à profit le renforcement du Deutschemark et les difficultés américaines pour entreprendre d'ouvrir la porte de la RDA aux capitaux de la RFA. La politique dite de "normalisation" impulsée par Willy Brandt aboutit à la signature du "traité fondamental" entre les deux États en 1972 puis à leur admission simultanée à l'ONU en

septembre 1973. Si l'impérialisme allemand entérine ainsi la division en deux de l'Allemagne, il ne renonce pas : la reconnaissance par la bureaucratie du Kremlin du rôle déterminant de l'impérialisme allemand en Europe, l'ouverture aux marchandises et capitaux allemands, préparent de futures conquêtes pour l'impérialisme allemand. Paradoxalement, cet accord réactionnaire qui entraîne le développement des relations diplomatiques avec la RDA et libéralise les voyages entre l'Est et l'Ouest met au premier plan des préoccupations des masses des mots d'ordre comme : "*À bas le mur de Berlin ! Libre communication entre l'Allemagne de l'Ouest et celle de l'Est ! Liberté politique ! etc...*"

Accroissement des contradictions.

Mais en même temps la CEE n'échappe pas à la crise récurrente de l'économie capitaliste, marquée de phases aiguës, qui s'est faite jour en 1975. En témoigne l'explosion du chômage qui était de 2,6%, en 1970-73 pour l'ensemble de la CEE et atteint 11% en 1984-85. Le fonctionnement de la CEE est gravement perturbé par la crise économique. La Politique agricole commune (PAC), la plus importante des réalisations de la CEE, commence à être mise en cause à partir de 1984 du fait de la surproduction. La Communauté met fin à la politique d'expansion de la production agricole ("prix d'intervention" en baisse, établissement de quotas, mise en jachère des terres...). La crise dite « pétrolière » frappe de manière très différente les États: pour le Royaume Uni, c'est une bonne affaire, ses gisements de la mer du Nord devenant très rentables. Pour la France et l'Italie c'est une catastrophe. Les intérêts nationaux sont divergents, et les politiques financières et monétaires divergent : la RFA peut conduire une politique de "rigueur" tandis qu'en France, inflation et déficit commercial se conjuguent. Les contradictions deviennent telles que dans les années 80

nombreux ceux qui évoquent publiquement la désagrégation de la CEE.

En France, le gouvernement de « l'Union de la gauche » en place depuis 1981 voit se réfracter en son sein les hésitations d'une partie de la bourgeoisie française : Bérégovoy, Chevènement (et Fabius pour un temps) veulent sortir du SME et jouer la carte de la dévaluation compétitive. Mauroy et Delors sont contre.

Le 23 mars 1983, Mitterrand tranche et annonce que le franc, bien que dévalué, restera dans le SME ; Mauroy est maintenu comme premier ministre et, pour les travailleurs, c'est l'annonce d'un « plan de rigueur ». Il ne restera plus à Jospin, devenu premier secrétaire du PS à la place de Mitterrand, qu'à expliquer que cette « rigueur » n'est qu'une « parenthèse »...

1986 : L'ACTE UNIQUE

Après douze années de crise économique et presque autant de querelles budgétaires entre la Grande Bretagne et ses partenaires, l'Acte Unique traduit la volonté de "relancer la construction européenne" ou plus exactement d'éviter son effondrement. C'est en décembre 1985 que le Conseil européen décide d'instaurer le "Grand marché" au 1er janvier 1993 et conçoit l'Acte Unique qui est signé en février 1986. Il prévoit qu'à l'échéance de 1993 seront supprimées les dernières entraves à la réalisation du grand marché et stipule que l'unanimité pour la prise de décision ne doit être utilisée qu'exceptionnellement : c'est une concession faite par le gouvernement français aux demandes allemandes.

De manière significative, c'est en 1988, alors qu'une "reprise" économique s'est manifestée dans les pays

capitalistes européens, que les dispositions concrètes les plus importantes sont adoptées, en particulier la suppression des dernières entraves freinant la libre circulation des capitaux. Mais cela suppose une harmonisation de la fiscalité et de l'épargne et une étroite coopération monétaire. Aussi cette mesure n'est-elle adoptée que pour 8 des 12 pays. En sont exclus : l'Irlande, la Grèce, l'Espagne et le Portugal, qui ne peuvent dans un premier temps participer à cette libre circulation.

C'est à ce moment là que sous les pressions contradictoires des masses et de l'impérialisme, les bureaucraties satellites du Kremlin se sont effondrées et que la bureaucratie de l'URSS en décomposition a commencé à se disloquer.

IV. LA CHUTE DU MUR DE BERLIN, ÉVÉNEMENT MAJEUR.

La chute du mur de Berlin, l'effondrement des régimes bureaucratiques de l'Est de l'Europe, la dislocation de la bureaucratie du Kremlin ont libéré l'impérialisme allemand de la plupart des contraintes politiques qui découlaient de sa défaite en 1945. Certes le mur de Berlin a été politiquement abattu par l'action des masses de la partie Est de l'Allemagne, et la réunification du prolétariat allemand constitue un fait de la plus haute importance dont les conséquences n'ont pas fini de se développer ; mais la réunification s'est faite dans le cadre de l'État bourgeois allemand ; rapidement et méthodiquement, le capitalisme allemand s'est réapproprié la totalité de l'espace économique ainsi reconquis.

La première conséquence est de bouleverser les rapports entre les impérialismes européens. Géant économique durant les décennies antérieures mais entravé politiquement, l'impérialisme allemand avait dû accepter que l'impérialisme français occupe une place politique ne correspondant pas à sa puissance réelle. Il en était résulté un *partnership* franco-allemand. L'existence de ce couple dominant n'éliminait ni contradictions ni antagonismes mais dominait les compromis dictés par les intérêts communs.

Avec la réunification de l'Allemagne, tout change. Désormais l'Allemagne est économiquement, financièrement et politiquement, et de loin, la première

puissance de l'Europe. Économiquement, le PIB de la France ne représente plus que 72% de celui de l'Allemagne. Sur le plan de la production industrielle, c'est encore pire : l'un représente 59% de l'autre. Surtout, l'Allemagne se dégage politiquement des entraves antérieures. La traduction militaire, c'est non seulement l'évacuation de l'ex-RDA par les armées du Kremlin mais la fin de l'occupation "amicale" de l'Allemagne par les troupes françaises, anglaises et américaines. Ne restent, pour un temps, que celles que le gouvernement allemand veut bien accepter.

Ce processus ne fait que commencer.

Autre conséquence majeure et immédiate : la marche en avant à la restauration du capitalisme dans les pays de l'Est de l'Europe et dans l'ex-URSS disloquée ouvre des marchés pour l'exportation des marchandises et permet la prise de contrôle de réseaux commerciaux et de sources de matières premières (les investissements en capitaux sont par contre modestes, voire très faibles dans les pays de l'ex-URSS). La concurrence entre eux fait rage aussitôt, quelque soient les accords passés entre eux pour aider à l'enfantement d'États bourgeois. Mais l'impérialisme allemand, par sa place et ses liens historiques, est nettement le mieux à même d'en tirer parti. Aucune limite ne semble plus tracée à l'extension (de son influence dans la partie Est de l'Europe. Mais

les autres impérialismes n'entendent pas lui abandonner ces nouveaux pâturages.

Autre conséquence: l'effondrement des États dominés par la bureaucratie - même si les masses conquièrent une liberté d'expression et d'organisation jusque-là inconnue et bien que ces régimes étaient la négation de la révolution d'Octobre -, et la réintroduction générale du capitalisme dans ces États, où le capitalisme avait été exproprié, constituent un coup pour l'ensemble de la classe ouvrière, européenne en particulier, et contribuent à son désarroi. Cela facilite l'offensive des

différentes bourgeoisies contre leurs prolétariats respectifs. Pour l'Europe en général, et la CEE en particulier, la réunification de l'Allemagne, l'effondrement des régimes dominés par la bureaucratie au profit de la restauration du capitalisme (ex-URSS incluse) constituent un tournant majeur, ouvrant la voie à des processus qui sont encore loin d'avoir atteint leur plein développement.

S'offrent aux impérialismes européens de nouvelles opportunités en même temps que s'aiguisent les contradictions.

PREMIÈRES MANOEUVRES : LE TRAITÉ DE MAASTRICHT.(1992)

A l'origine, il y a une initiative de Mitterrand agissant au compte de l'impérialisme français : échafauder un nouveau dispositif pour entraver, sur une ligne de défense en retrait, l'impérialisme allemand. Mais entre l'initiative française de décembre 1989 et l'adoption du traité de Maastricht les 10 et 11 décembre 1991, l'unité allemande est devenue réalité, qui pèse de tout son poids sur le contenu même des accords. L'accord de Maastricht traduit donc cette prépondérance nouvelle de l'Allemagne.

Une « union » par étapes.

Il est décidé de créer en plusieurs étapes une "Union économique et monétaire" par la libération des mouvements de capitaux, la constitution en 1994 d'un Institut monétaire européen, et plus tard, d'une monnaie unique, ainsi qu'une "union politique" par une politique étrangère commune, l'extension des compétences de la Communauté... Seule la troisième étape de l'Union économique et monétaire prête vraiment à conséquence : elle est fixée au plus tôt au 1er janvier 1997 et au plus tard au 1er janvier 1999. Elle prévoit que *"serait constituée la Banque européenne et l'ECU deviendrait la monnaie commune des pays remplissant les conditions énumérées plus haut"*.

Ce n'est pas une mince décision puisque battre monnaie - que ce soit directement ou sous couvert d'une banque centrale "indépendante" - est un attribut traditionnel de l'État, de l'État bourgeois en particulier. Il s'agit là d'une tentative de surmonter l'instabilité devenue chronique du système monétaire, et en particulier le désordre monétaire qui règne depuis l'effondrement du système fondé à Bretton Woods. Réaliser un tel objectif, sans précédent, est particulièrement difficile. Très logiquement, c'est l'impérialisme dominant qui dicte ses conditions.

Une monnaie unique, même pour un nombre réduit d'États, ne peut être qu'une "extension" de la monnaie de l'impérialisme dominant, (seule l'existence d'un impérialisme clairement dominant peut permettre d'envisager un tel échafaudage, qui ne doit pas échapper à son contrôle).

Premières conditions allemandes.

Les conditions dictées sont donc très brutales, et visent à aligner les autres pays sur la politique financière et budgétaire de l'Allemagne. Pour accéder au cercle des "élus", l'inflation doit être limitée (1,5 point au plus au dessus de la moyenne des trois meilleurs pays dans ce domaine) ainsi que les taux d'intérêts (2 points au maximum en dessus des trois meilleurs élèves) ; de même que le déficit budgétaire est limité à 3% du PIB et le total de la dette à 60% du PIB.

D'ores et déjà, la première des deux dates retenues est exclue puisqu'il aurait fallu que 7 pays au moins remplissent ces conditions dès 1996. Mais celle de janvier 1999 est maintenue car elle ne fixe pas le nombre minimum de pays. *"Les autres rejoindront l'ECU; dès que leurs performances le leur permettront"*. On peut se poser la question de savoir si un seul pays, hors le Luxembourg, a quelque chance, à ce moment là, de réaliser cet objectif.

Vers une Union européenne divisée.

Mais l'essentiel est que dans sa conception même le traité casse sur un point décisif ce qu'il y avait "d'unité" au sein de la CEE : une certaine égalité formelle de pays adhérents. D'emblée se dessine une "Europe" à plusieurs vitesses dominée par les quelques pays qui pourraient devenir membres de la Banque centrale européenne, et participer à l'émission de la monnaie "unique" et au système de crédit européen (le peloton de tête étant lui-même clairement dominé par l'Allemagne). Au nom de "l'unité de l'Europe" est ainsi renforcée et organisée la division entre pays dominés et pays dominants. On ne peut que rappeler ce qu'écrivait Trotsky en mai 1940:

"la promesse faite par les Alliés de créer cette fois-ci une fédération européenne démocratique est le plus grossier de tous les mensonges pacifistes ; l'État n'est pas une abstraction, mais l'instrument du capitalisme monopoleur " En conséquence *"la lutte entre les États est tout aussi inévitable que la lutte entre les trusts eux-mêmes",*

tant que les trusts et les banques n'auront pas été expropriés. C'est la raison pour laquelle "une renonciation volontaire, par l'État le plus puissant, de l'avantage que lui confère sa force, est une utopie aussi ridicule qu'un partage des capitaux entre les trusts. Aussi longtemps que la propriété capitaliste sera préservée, une "fédération démocratique" ne serait rien d'autre qu'une répétition encore pire que la

Société des Nations et qui en contiendrait tous les vices avec seulement en moins les illusions ".

De son côté, tentant d'échapper à l'étau allemand, la Grande Bretagne "n'est pas tenue et n'a pas pris l'engagement de passer à la troisième phase de l'Union économique et monétaire sans décision distincte en ce sens de son gouvernement et de son parlement."

RATIFICATION ET DÉBUT DE MISE EN OEUVRE DU TRAITÉ DE MAASTRICHT. (1992 – 1995)

Le traité fut officiellement signé le 7 février 1992. Le 1er janvier 1993, le "grand marché unique" entra en vigueur. En novembre de la même année, la CEE se transformait en Union Européenne (UE). Le 1er janvier 1994 était mis en service l'Institut Monétaire Européen (IME). Bien que les conditions définies à Maastricht paraissent alors de plus en plus difficiles à tenir, le dispositif prévu se met peu à peu en place. Non sans difficultés. Ainsi, en France, il s'en fallu de peu que le traité ne puisse être ratifié.

Mitterrand choisit le référendum.

Comme Pompidou en 1982, c'est pour des besoins de politique intérieure et pour essayer d'affaiblir ses adversaires que Mitterrand choisit de recourir au référendum. En effet, à la suite des élections régionales et cantonales du printemps 1992, le gouvernement de Mitterrand menaçait ruine. Au début de l'été, c'est par la procédure parlementaire que Mitterrand avait fait adopter les modifications constitutionnelles qu'imposait ce traité. L'UDF avait voté « Pour » et le RPR chiraquien s'était déchiré. Mitterrand avait alors annoncé qu'il y aurait référendum en septembre après s'être assuré qu'il n'y avait pas de risques, les sondages lui promettant 60% de Oui... Le but du plébiscite recherché était d'instaurer un nouveau type de gouvernement : non plus un gouvernement avec le soutien du PCF (et, éventuellement, sa participation), mais un gouvernement d'alliance avec l'UDF : le PS et l'UDF appelant à voter « Pour » le traité, et le PCF appelant à voter « Non ».

Mais très vite, la situation se modifie. Dans le PS, le courant souverainiste de Chevènement se prononce

pour le Non, et fait sécession ; les abstentions sont massives. S'il est finalement ratifié, le traité de Maastricht ne l'est que d'extrême justesse, avec 51,3% des voix.

Et l'opération de Mitterrand a échoué : il doit renoncer à son projet d'alliance avec l'UDF.

L'année suivante, en conséquence de la politique anti-ouvrière menée, la majorité de députés PS-PCF à l'Assemblée est balayée. Le 28 mars, une large majorité de députés RPR-UDF est élue. Chirac, qui se « réserve » pour l'élection présidentielle de 1995, propose que Balladur soit Premier ministre. Mitterrand, toujours Président, ratifie cette décision.

1993 : le gouvernement Chirac-Balladur face au traité de Maastricht

C'est donc un gouvernement Chirac-Balladur qui est mis en place. Or ce gouvernement est confronté aux déchirements du capitalisme français sur la question monétaire. Certains prônent le recours à la dévaluation pour rendre plus compétitifs les produits français. Ainsi, la revue du patronat de la sidérurgie et de la métallurgie critique-t-elle « l'attachement à la parité franc-mark » qui « interdit jusqu'à présent toute remise en ordre du système monétaire européen ». Mais d'autres mesurent que la dislocation du SME serait catastrophique : en 35 années déjà, le capitalisme français s'est profondément intégré au marché européen, à la division internationale du travail. La dimension du marché européen lui est indispensable.

CRISE ÉCONOMIQUE, CRISE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE.

L'Union européenne est alors l'ensemble économique le plus important du monde. En 1992 (à douze pays) son PIB est estimé à 6750 milliards de dollars pour 350 millions d'habitants. Mais il ne s'agit que d'un vaste marché commun, sans que se soit formé un capitalisme européen ni même que - à l'exemple des États-Unis au sein de l'ALENA - domine sans contestation possible un capitalisme particulier, hégémonique. C'est une Union Européenne de capitalismes rivaux, que l'Allemagne domine mais sans avoir la possibilité d'assujettir ses principaux concurrents : elle ne peut se soumettre la France, ou la Grande-Bretagne, comme les États-Unis se

sont soumis le Mexique; et la concurrence y devient d'autant plus âpre que se développent les difficultés économiques. La crise s'y exprime pleinement durant l'année 1993, durant laquelle le recul d'ensemble de la production des pays de l'Union européenne est estimé à 2%. La chute de la production industrielle est sévère, de 3% pour la France à plus de 7% en Allemagne. Cette "récession" participe de celle qui, à l'échelle internationale, concrétise la baisse tendancielle du taux de profit.

Pour l'Allemagne en particulier, le coût de la réunification se fait nettement sentir : la crainte du prolétariat l'a d'abord amené à accepter la parité entre Ostmark et Deutschmark, puis le financement massif d'allocations de chômage et d'indemnités de licenciements. De puissants mouvements de la classe ouvrière réunifiée l'ont ensuite contraint à accepter que, par paliers, les salaires des travailleurs de l'Est rattrapent ceux de l'Ouest, mettant fin à un facteur important de concurrence au sein de la classe ouvrière allemande. D'immenses investissements ont dû en outre être réalisés.

En même temps il est procédé à la liquidation radicale d'une masse de capital; une grande part de l'appareil industriel de l'ex-RDA est démantelé. La forte impulsion initiale donnée globalement à l'économie allemande (et dont ont bénéficié les exportations françaises) a trouvé ainsi ses limites.

Crise du SME.

Le financement massif de la réunification a nécessité des taux d'intérêt élevés, lesquels ont contribué à la crise du Système Monétaire Européen en 1992-93. Cette crise traduit les déséquilibres entre les pays partie prenante du SME. Une première tourmente, en septembre 1992, contraint la livre sterling et la lire italienne à quitter le SME, et la peseta à être dévaluée.

En juillet 1993, le SME est mis à bas, les bandes de flottaison des monnaies passant de plus ou moins 2,25% à plus ou moins 15%. Ce SME maintenu n'est plus qu'une fiction ne jouant pas le rôle pour lequel il a été constitué. La crise économique rampante rend de plus en plus intolérable les hauts taux d'intérêt que la défense du mark et le besoin de capitaux en Allemagne imposent.

Face à cette situation, Balladur oscille donc tandis que Philippe Seguin exige dans le RPR une « autre politique ».

Et, de part et d'autre du Rhin surgissent des propositions divergentes. En 1994, la démocratie Chrétienne allemande et le gouvernement allemand avancent la proposition d'une Europe avec un noyau dur, c'est à dire un cercle étroit composé de l'Allemagne, de ses vassaux et englobant, ficelant la France. Balladur Premier ministre tente de se dégager en faisant la contre-proposition d'une Union en cercle distincts: un cercle de droit commun, un cercle monétaire (dominé par l'Allemagne) et un cercle militaire... dominé par la France et ses "alliés", l'Espagne et l'Italie : ricanements de l'autre côté du Rhin. De toute façon, la proposition française était inviable et destinée simplement à bloquer la proposition allemande.

CRISE POLITIQUE, RIVALITÉS INTER-IMPÉRIALISTES DANS LES BALKANS

Le traité de Maastricht prétend instaurer une "*politique étrangère et de sécurité commune*". Le conflit au sein de l'ex-Yougoslavie a montré ce qu'il en était: c'est la rivalité entre l'impérialisme allemand et l'impérialisme français (flanqué de l'impérialisme anglais) qui a poussé à l'explosion de l'ex-Yougoslavie. L'Allemagne ayant entrepris de reconquérir une zone d'influence dans les Balkans à travers la Slovénie, la Croatie et, accessoirement, la Bosnie Herzégovine et de s'ouvrir une voie vers la Méditerranée; face à cette offensive, les impérialismes français et anglais ont apporté un soutien ouvert à la Serbie.

Une autre conséquence politique de l'offensive allemande en Europe centrale fut l'éclatement de la Tchécoslovaquie, ancienne créature des impérialismes français et anglais destinée à verrouiller l'activité de l'Allemagne en Europe centrale. Pourtant l'offensive allemande s'est rapidement heurtée à un obstacle : l'impérialisme américain, lequel n'entend pas laisser le terrain libre à son concurrent allemand et à la ferme volonté de conquérir des positions politiques et militaires pour dominer les marchés immenses qui s'ouvrent à l'Est de l'Europe.

L'offensive américaine en Yougoslavie a été conduite en deux temps : d'abord s'insérer dans le conflit entre les impérialismes européens pour déboucher sur un compromis germano-américain, instable et provisoire. Ensuite, à travers l'accord de Dayton réalisé sous son

égide, asseoir son contrôle sur la Serbie, force essentielle dans les Balkans. Le contrôle politique de la Serbie lui offrit un point d'appui décisif pour bloquer l'expansion allemande au Sud de l'Europe et s'ouvrir une voie vers l'Est de l'Europe et les pays de l'ex-URSS. C'est la fable de l'huître et des plaideurs : l'impérialisme US a tiré profit des rivalités européennes pour s'assurer une position dans une région du monde où il n'intervenait guère jusqu'alors. Mais à la différence de la fable, les rivalités ne cessent pas pour autant : l'Allemagne y conserve toute son influence acquise et la France n'entend pas se faire expulser de cette vieille zone d'influence.

Cette percée politique des États Unis au cœur des Balkans fait suite à l'écrasement militaire de l'Irak en 1991 par les États Unis, derrière lesquels les autres impérialismes - français et anglais en particulier - durent s'engager. Ces deux offensives américaines ont été rendues possibles par la chute du mur de Berlin, la dislocation de l'URSS et l'effondrement des régimes dominés par la bureaucratie.

Il s'avère donc que si ces événements capitaux ont permis que l'Allemagne se libère de ses anciennes entraves et ont offert aux capitalismes européens un champ d'expansion à l'Est de l'Europe et dans les pays de l'ex-URSS, les États Unis n'entendent pas abandonner ces territoires aux puissances européennes. Depuis 1989-90, ils ont entrepris de renforcer leur domination et

aspirent à reconquérir leur hégémonie perdue, dans une situation où ils ne seraient plus obligés - comme ce fut le cas en 1945-50 - d'aider à la reconstruction des impérialismes rivaux et où ils seraient libérés du poids que représentaient la "guerre froide" et la course aux armements. Telle est du moins l'aspiration des Etats-Unis.

Déchirements.

Les difficultés de l'impérialisme français dans les Balkans comme au sein de l'Union européenne nourrissent les affrontements au sein du gouvernement. Dès l'automne 1994, la bataille met aux prises Chirac et Balladur, l'un et l'autre candidats aux prochaines élections présidentielles, mais aussi Seguin et Pasqua. Ces derniers sont ceux qui s'opposent le plus vivement aux exigences de l'impérialisme allemand, tandis que Balladur est pour « négociateur » avec celui-ci. Chirac et Juppé tentent de concilier des positions contradictoires. Giscard, de son côté, est prêt à accepter les demandes allemandes.

Ainsi, pour la première fois depuis 1958, il y a deux candidats au sein de la mouvance gaulliste lors des élections présidentielles de 1995. Le 23 avril, lors du premier tour, Chirac élimine son rival Balladur puis, le 7 mai face à Jospin, Chirac est élu président de la V^{ème} République, laquelle assure en particulier au président des prérogatives pour définir et conduire la politique étrangère du gouvernement.

1995 : Chirac élu Président.

Fait significatif : le 17 mai 1995, lors de son discours d'investiture, ce nouveau président ne prononce pas une seule fois le mot « Europe » alors que la France préside à ce moment là l'Union européenne. Mais le 14 juin, les dirigeants du Parti démocrate-chrétien au pouvoir en Allemagne publient deux documents portant sur les prochaines étapes de l'Union européenne. L'un prévoit l'adoption d'un « traité constitutionnel européen », l'autre propose de généraliser les votes à la majorité au sein du conseil de l'Europe, c'est-à-dire

d'en finir avec le droit de veto des États. Ceci vaut y compris pour les questions de politique étrangère et de défense (vote à la majorité qualifiée).

La réponse de Chirac fut d'abord un silence absolu. Mais le 5 septembre, en dépit des protestations de nombreux pays, avait lieu un premier essai nucléaire dans l'océan Pacifique. En décidant ainsi de la reprise des explosions nucléaires à des fins militaires, tirs auxquels Mitterrand avait mis fin, Chirac parodiait les bravades de de Gaulle pour qui l'armement nucléaire était un moyen politique d'affirmer le rôle de « grande puissance » de la France. Mais en 1995, ce n'était plus qu'une parodie. Les rapports à l'échelle mondiale étaient profondément modifiés et l'Allemagne n'avait que faire des offres faites par la France d'organiser la défense de l'Union européenne autour de son armement nucléaire. Les gesticulations de Chirac n'impressionnaient personne. L'essentiel en Europe était plus que jamais la puissance économique et financière...

Mais aussi la puissance politique : or, en décembre 1995, le gouvernement Chirac-Juppé se trouvait brutalement confronté à un puissant mouvement de grèves et manifestations qui le contraignit à manœuvrer en recul. Le gouvernement ne dut son salut qu'à l'intervention des bureaucrates syndicaux mais sa fragilité était désormais manifeste.

La mise en œuvre du traité de Maastricht ne s'en poursuivait pas moins. Le 1er janvier 1995, l'Union européenne s'était élargie à quinze membres avec l'entrée de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande ; ces trois nouveaux adhérents renforçant la zone d'influence directe de l'Allemagne. Après la mise en place du grand marché unique (phase 1 du traité de Maastricht) et la création de l'institut monétaire (phase 2), doit s'engager la phase 3 : les 15 et 16 décembre 1995, les quinze réunis à Madrid baptisent "Euro" la future monnaie unique et fixent la date de son lancement au 1er janvier 1999.

1996 : LA CONFÉRENCE INTERGOUVERNEMENTALE DE TURIN

En 1996, l'Union Européenne s'approche donc d'une échéance décisive : celle de la constitution d'une monnaie unique. Il s'agit en même temps d'adapter les institutions européennes : compléter le traité de Maastricht pour doter l'Union européenne d'une véritable « politique extérieure de sécurité commune » (PESC) et rendre les institutions européennes plus efficaces dans la perspective de l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et orientale (PECO). D'ores et déjà, douze autres pays frappent à la porte de l'Union Européenne. À cette fin est convoquée à Turin une conférence inter-gouvernementale pour le 29 mars. Les résistances à ce processus, en France mais aussi dans plusieurs autres pays d'Europe vont donc s'accroître. Dans les semaines précédant cette

conférence, le débat sur une Europe à géométrie variable rebondit. Mais dix-huit mois ont passé : la crise économique, qui avait semblé s'achever en Europe à la suite de la reprise, limitée aux États-Unis, revient en force, en Allemagne en particulier. En quelques mois et de façon apparemment imprévue par les dirigeants allemands, l'Allemagne s'enfonce dans la "récession". La réalisation des critères de Maastricht est compromise ; or un échec de l'Union économique et monétaire serait inacceptable pour l'Allemagne. Celle-ci a besoin de l'Union européenne qui est devenue pour elle un instrument de domination de l'Europe, de pénétration de nouveaux marchés ; l'UE doit être un dispositif politique qui lui permette de réaliser ce

qu'elle a, en d'autres temps, tenté avec les "Panzer divisions". Autre chose est d'y parvenir.

L'Allemagne, de même que la France, mesure en particulier les conséquences de leur rivalité au sein de

l'ex-Yougoslavie, dont les USA ont tiré profit. L'heure est donc au compromis entre les deux gouvernements.

LA RÉUNION DE VÉRONE.

Réunis le 13 avril 1996 à Vérone, les ministres des finances des 15 gouvernements décidèrent de créer un nouveau SME qui, à partir de 1999, aurait pour rôle de stabiliser le cours des monnaies qui ne feraient pas partie immédiatement de l'union monétaire. D'entrée de jeu, la Grande Bretagne rejetait le dispositif : il n'était pas question pour elle d'y adhérer. On aurait donc ainsi, sur le plan monétaire, une Europe à plusieurs vitesses : les pays utilisant la monnaie unique, ceux relégués dans le SME, et ceux qui ne veulent pas du SME, ou ne peuvent même pas y prétendre.

Entre ce futur SME et celui qui est alors en place, la différence porte sur deux points, qui sont essentiels :

- Dans le premier SME, les monnaies se définissent les unes par rapport aux autres (c'est un panier de monnaies référentielles); le prochain SME serait soumis à l'Euro, la monnaie dominante (donc à l'Allemagne et à ses alliés).

- Par contre, en cas de crise monétaire, le soutien de l'Euro aux monnaies en faillite ne serait pas automatique : ce sera la soumission, mais sans engagement réciproque.

- Enfin, comme l'exigeait l'Allemagne, les pays participant à la réunion de Vérone ont accepté la proposition allemande de conclure un "pacte de stabilité", c'est à dire de poursuivre une politique visant à un quasi équilibre budgétaire au delà de 1999 et l'introduction de la monnaie unique. Le contenu concret de ce pacte reste à négocier : il dépendra de ce que l'Allemagne pourra elle-même réaliser, et imposer aux autres.

Ainsi, plus le dispositif d'Union avance, et plus il apparaît qu'il tourne le dos à toute véritable Union, impossible au demeurant dans le cadre du capitalisme. C'est en fonction des développements de la crise économique, financière et monétaire, un dispositif sans cesse renégocié sur la base des seuls rapports de forces et qui vise à asservir les pays les plus faibles aux impérialismes dominants, l'Allemagne en tout premier lieu, sans que jamais ne cesse la concurrence la plus féroce entre les différentes bourgeoisies protégées par leur État respectif.

DE DUBLIN À AMSTERDAM : LA CAPITULATION DE CHIRAC. (DÉCEMBRE 1996 – JUIN 1997)

En 1996, outre le profond discrédit qui touche le gouvernement Chirac-Juppé, y compris dans sa propre clientèle électorale, le gouvernement est confronté à une situation économique et financière difficile. Il a besoin d'un franc plutôt « fort » afin d'obtenir les crédits nécessaires à la couverture des immenses déficits, mais les entreprises françaises se trouvent en butte à la concurrence des pays qui tirent profit de la dévaluation de leur monnaie, tels que la Grande-Bretagne, l'Espagne ou l'Italie. Cette politique d'un franc fort arrimé au Deutschmark devient de plus en plus difficile à tenir. Certains dirigeants poussent à une dévalorisation du franc, au risque de remettre en cause tout l'équilibre de Maastricht. Ainsi Giscard d'Estaing appelle à une modification des parités et s'exclame : « *La France étouffe !* ». Ces divergences se répercutent au sein du Parti socialiste, auxquelles Emmanuelli en particulier fait écho en proposant de « *renouer avec le réalisme monétaire* » pour « *retrouver la croissance* ».

Ces divergences vont bien au-delà de simples considérations « techniques » sur le meilleur niveau de la monnaie ; car rompre le dispositif préparatoire à la monnaie unique reviendrait à renvoyer aux calendes grecques le réalisation de l'Euro. C'est une question de fond qui taraude la bourgeoisie française : peut-elle renoncer à sa propre indépendance ? Or l'accord de

Maastricht qui est mis en œuvre est désormais complété par de nouvelles exigences allemandes : l'Allemagne veut s'assurer que l'euro ne sera pas menacé par des pays qui, une fois la zone euro intégrée, se moqueraient des critères de Maastricht. Elle veut donc imposer un système de sanctions. La proposition de Giscard, pourtant l'un des plus favorables à un accord étroit avec l'Allemagne, traduit le refus d'un vieil impérialisme à se soumettre à son principal rival européen, aussi puissant soit ce dernier. Mais la bourgeoisie française n'a pas le choix. L'exacerbation des rivalités économiques à l'échelle mondiale, la lutte entre les monopoles, l'ampleur des investissements à réaliser dans certains domaines tels l'aéronautique, obligent la bourgeoisie française à passer des alliances contraignantes pour survivre.

Le 13 décembre, lors de la réunion à Dublin des Premiers ministres et chefs d'Etats, Chirac est donc contraint de capituler en rase campagne devant les nouvelles exigences de la bourgeoisie allemande et de son ministre des finances Théo Waigel. Non seulement il n'est plus question de décrocher le franc mais Chirac accepte en particulier le dispositif de sanctions à l'égard de ceux qui tenteraient d'échapper aux critères du traité de Maastricht. Théo Waigel exulte : « *l'euro sera aussi fort que le Deutschmark* ».

Cette capitulation de Chirac accentue alors la crise au sein du RPR. Après avoir accepté la quasi-totalité des exigences allemandes, il décide alors de jouer son va-tout, sachant que les élections prévues en 1998 s'annoncent désastreuses. Au printemps 1997, il annonce brutalement la dissolution anticipée de l'Assemblée nationale.

On connaît la suite. La dissolution revient en boomerang dans la figure de Chirac. Une majorité de députés du PS et du PCF est élue à l'Assemblée.

Les dirigeants du PS et du PCF sont aussi surpris que Chirac lui-même. En catastrophe, Jospin désigné premier ministre constitue un gouvernement avec le PS, le PCF, et divers groupes bourgeois : Radicaux, Verts et MDC de Chevènement. Ce gouvernement, constitué dans une

situation de crise de la bourgeoisie qui redoute l'irruption spontanée de la classe ouvrière, comme en décembre 1995, est un gouvernement de front populaire chargé de contenir puis de faire refluer les masses. Pièce essentielle dans ce dispositif : le maintien de Chirac à la présidence de la République, les dirigeants du PS comme du PCF ayant choisi de faire allégeance à Chirac au lieu d'exiger le départ d'un Président qui, dans la V^{ème} République, dispose de pouvoirs exorbitants en particulier dans le domaine de la politique étrangère.

C'est ainsi que Jospin, devenu Premier ministre, accompagna Chirac en juin à Amsterdam pour signer un traité qui enregistrait l'ensemble des conditions dictées par l'Allemagne à Dublin.

BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » :

10 NUMÉROS : 15 EUROS

NOM : **Prénom :**

ADRESSE :

CODE POSTAL : **LOCALITÉ :**

(Écrire en caractères d'imprimerie. Merci)

Chèques à établir à l'ordre de : **C.P.S.**

Envoyer à **C.P.S. : B.P. 44428 - 69241 LYON CEDEX 04**

Combattre pour le Socialisme : fondateur Stéphane Just

Bi-trimestriel édité par l'association (loi 1901) **Combattre pour le socialisme**

présidée par Hélène Bertrand, responsable de la publication.

CPS BP 69241 Lyon Cedex 04; Imprimerie spéciale

Commission paritaire : 67187 ISSN : 0763790 X

Site Web : <http://www.cps-presse.com> – **e-mail :** cps@cps-presse.com